

# Les opérations de stabilisation et de reconstruction

Le changement radical du contexte stratégique a entraîné, ces dernières années, de profondes modifications en termes de capacités, structures et doctrines d'emploi militaires.

Les missions statiques, de défense du territoire, propres de la période bipolaire, ont évolué vers des engagements dynamiques à l'étranger, allant des missions humanitaires aux opérations de haute intensité, de manière à couvrir toute la gamme des conflits.

La sécurité n'a plus une connotation essentiellement militaire, étant devenue un concept plus ample, à caractère multidimensionnel et multifonctionnel, dans le cadre duquel l'outil militaire est l'un des "acteurs" majeurs de l'action agissant, conformément aux orientations politiques, à côté des composantes diplomatique, économique et d'aide civile.

PAR LE GÉNÉRAL GIACOMO GUARNERA, ATTACHÉ DE DÉFENSE ITALIEN À PARIS

Dans les scénarios modernes, les conflits symétriques classiques, caractérisés par des combats de haute intensité s'inscrivant dans la durée, sont en effet très rares. Par contre, les opérations de réponse aux crises (CROs) sont très fréquentes. Elles peuvent inclure plusieurs activités opérationnelles menées simultanément et exigeant des capacités diversifiées.

Les expériences récentes en Irak ont montré combien la limite entre les opérations de réponse aux crises et celles de guerre traditionnelle est faible ou même inexistante, mais surtout combien la phase de stabilisation et de reconstruction s'avère à la fois essentielle, résolutoire et complexe. En effet, pour assurer l'ordre et la sécurité, en réalisant donc les conditions pour une démocratisation réelle du pays dans lequel les forces sont engagées, il faut disposer d'un large éventail de capacités, permettant de mener à bien un ensemble hétérogène d'activités, telles que le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants et des réfugiés, l'aide humanitaire, sans oublier la lutte

contre la guérilla et le terrorisme, etc.

Il s'agit d'un phénomène dont l'apparition rend le cadre encore plus complexe et sur lequel on reviendra plus tard afin de mieux en préciser les implications dans le domaine militaire.

Pour faire face aux nouveaux besoins opérationnels caractérisant les scénarios modernes, les outils militaires doivent se doter de capacités distinctes mais complémentaires. Ils doivent être capables de s'acquitter des missions de combat à proprement parler, mais aussi des tâches de stabilisation et reconstruction.

L'Armée de terre italienne a depuis longtemps lancé un processus de réorganisation structurelle et capacitaire, à travers lequel il a été possible d'assurer une participation importante de nos unités aux multiples engagements menés sur la scène internationale.

A l'heure actuelle, environ 6 500 militaires italiens sont engagés en dehors du territoire national. La moyenne quotidienne des personnels engagés dans des opéra-



ADJ. J.R. DRAHI/SIRPA Terre

tions hors zone dans les derniers 6 ans s'élève à 8 000 hommes environ.

A ceux-ci il faut ajouter les soldats chargés d'assurer la défense du territoire national, dans le cadre général de la lutte contre le terrorisme : la protection des points sensibles, dénommée "Opération Domino", est assurée depuis 2001 avec en moyenne 4 000 hommes préposés à la surveillance de presque 150 points sensibles situés dans 88 provinces.

L'année dernière, l'Armée de terre italienne a engagé sur les différents théâtres opérationnels environ 16 500 personnels, alors que pour l'opération Domino les effectifs engagés s'élevaient à 10 000 hommes, pour un total de 26 500 personnels en un an, équivalant à 33% de la composante opérationnelle.

Il ne s'agit là que de la présentation synthétique d'un engagement intense qui voit l'Armée de terre italienne, depuis désormais plus de dix ans, en première ligne en soutien de la paix et de la sécurité internationale.

Ces multiples activités opérationnelles ont permis de tirer des leçons utiles non seulement des expériences nationales, mais aussi de celles mûries par les autres armées de terre.

Les crises internationales de la dernière décennie (depuis celle dans les Balkans jusqu'aux crises plus récentes en Afghanistan et en Irak) ont toutes confirmé le rôle central et le caractère résolutoire de la composante terrestre pour ce qui est de l'obtention, sur le terrain, des objectifs stratégiques arrêtés par le niveau politique.

Lors d'opérations de ce type, en effet, l'apparition de conflits dans des zones peuplées exige la présence diffuse du dispositif terrestre, essentiel pour assurer le cadre sécuritaire nécessaire pour régler les situations de crise.

Les leçons apprises ont fait apparaître plusieurs autres éléments très importants en vue de l'actualisation constante des capacités futures desquelles l'Armée de terre doit se doter. On se limitera à présenter les principaux.

1) Le succès d'une opération de gestion des crises dépend notamment d'une planification soignée des activités "après-conflit". Pour transformer la vic-

toire militaire en victoire politique, il faut, en fait, conquérir "les cœurs et les esprits" de la population civile, en l'aidant à rétablir des conditions de vie acceptables, à reconstruire les installations principales, à remettre en œuvre l'assistance sanitaire, etc.

2) Les opérations de stabilisation modernes doivent être lancées sans que l'ensemble du cycle opérationnel soit interrompu. La planification des activités de combat, de stabilisation et reconstruction doit donc être menée simultanément, comme partie intégrante d'un plan d'opération unique et plus vaste.

3) Dans le cadre d'une opération de stabilisation et reconstruction, le commandement de la force d'action est appelé à remplir la double fonction de "gestionnaire" majeur des activités de stabilisation et de reconstruction et, en même temps, de responsable direct de la gestion de l'ensemble des forces engagées sur le théâtre, en exerçant aussi la direction et le contrôle d'opérations de combat de moindre envergure, quand cela est nécessaire. Dans ce sens, il faut envisager d'intégrer au sein de la structure de commandement, notamment lors de la phase initiale de l'après - conflit, les savoir-faire figurant sur le tableau, avant que les structures civiles ne commencent à fonctionner à plein régime.

#### • SURETÉ DE LA ZONE D'ACTION :

- SURETÉ DES ITINÉRAIRES
- PROTECTION DE LA FORCE
- DEFENSE/CONTRÔLE DE POINTS SENSIBLES

#### • CONTRE-TERRORISME/GUERILLA

- ACM (CIMIC)
- NEDEX (EOD)
- CONTRÔLE DES FOULES

#### • RENSEIGNEMENT MILITAIRE

- ASSISTANCE HUMANITAIRE
- TRANSPORT/RAVITAILLEMENT
- ASSISTANCE SANITAIRE

#### • RECONSTRUCTION

- RÉTABLISSEMENT DE SOURCES D'ÉNERGIE

#### • CONTRÔLE DE LA CRIMINALITÉ

- ENTRAÎNEMENT DES FORCES ARMÉES ET DE LA POLICE

#### • SOUTIEN AUX ONG ET OG

4) Dans le processus de génération de la force, au fur et à mesure que la situation se stabilise, il faut procéder à l'allègement progressif des unités de combat. L'effort portera sur le maintien de la stabilité à long terme, à travers une plus étroite coordination avec les organisations internationales présentes.

5) Il est essentiel de disposer d'un nombre important de moyens d'appui tactique et de soutien logistique du combat, afin d'assurer un appui adapté aux unités de la composante opérationnelle du dispositif terrestre et pour mener à bien les activités de stabilisation et de reconstruction au profit de la population civile.

6) L'approche "groupement interarmes du niveau brigade - *Brigade Task Force*" adoptée par l'Armée de terre pour définir les ensembles de forces à engager au cas par cas dans les opérations a fait preuve d'efficacité. D'ailleurs, étant donné que les opérations de stabilisation, réalisées dans la période après-conflit, durent des années, il faut se doter d'un ensemble robuste de commandements de grandes unités et de brigades, pour assurer les relèves des unités et la capacité à durer dans le temps.

En résumé, les leçons apprises ont confirmé que, pour faire face aux défis futurs, l'outil militaire terrestre doit se doter d'une vaste gamme de capacités et de moyens complémentaires et surtout spécialisés, nécessaires pour le bon déroulement des activités développées dans le cadre d'une opération de gestion de crise, y compris les activités de stabilisation et reconstruction, typiques de la phase après-conflit.

En termes de forces, les composantes nécessaires pour la conduite des opérations de gestion des crises peuvent être schématiquement regroupées en trois ensembles.

– Le **premier**, composé de forces capables de mettre en œuvre une capacité de combat réelle et considérable, est indispensable aussi pendant la phase de stabilisation et reconstruction pour faire face aux risques prévisibles et graduer les ripostes de manière souple et proportionnelle aux attaques, et constitue en même temps un élément de dissuasion important.



– Le **deuxième** ensemble - en principe, de niveau non inférieur à la brigade - doit être en mesure de contrôler de vastes zones - et d'assurer également l'interdiction d'une partie d'entre elles - et avoir l'aptitude à agir dans un environnement aussi insidieux que la zone urbaine, sur tout l'éventail des missions, y compris le combat rapproché en cas d'actions de contre-guérilla et de contre-terrorisme.

– Enfin, un **troisième** ensemble de forces, composé d'unités spécialisées à dédier aux activités de stabilisation et reconstruction : Renseignement, ACM, PSYOPS, NBC, Génie, Santé et Transports.

Dans ce cadre, des forces dites de gendarmerie peuvent être engagées, auxquelles sont confiées des missions typiques des forces de police à statut militaire, destinées en général à assurer l'ordre public, à mener des enquêtes criminelles, à lutter contre le crime organisé et à entraîner les forces de police locales.

Chaque ensemble de forces fournit sa contribution pour parvenir à la situation finale recherchée ("*end state*"), dans un cadre de sécurité "militaire" qui doit, de toute façon, être assurée avant et pendant l'action de stabilisation.

Le concept opérationnel consistant à engager, lors des opérations de stabilisation et reconstruction, les unités spécialisées de manière synergique et complémentaire par rapport aux unités combattantes, n'est pas du tout nouveau pour l'Armée de terre italienne.



l'Armée de terre engage des groupements interarmes ("*task forces*") articulés autour d'une composante de combat, chargée d'assurer la sécurité et la protection, à côté des composantes spécialisées mentionnées plus haut.

L'apparition du terrorisme sur la scène internationale complique l'articulation et l'équilibrage des unités appelées à mener les opérations modernes.



En effet, les événements militaires s'étant produits sur la scène internationale suite aux attentats du 11 septembre, ont eu comme conséquence le fait que le terrorisme, de problème surtout *interne*, d'application de la loi, est devenu un problème de sécurité internationale.

Pour faire face au terrorisme, il faut aujourd'hui non seulement mettre en œuvre une vaste gamme de mesures politiques et économiques, mais aussi engager des forces aptes à neutraliser et combattre cette menace, dont les paramètres organisationnels et opérationnels prennent de plus en plus une connotation militaire.



Pour en avoir la confirmation, il suffit de se référer aux contingents déployés au fil du temps sur les divers théâtres. Aujourd'hui encore, dans les Balkans, dans l'opération "Antica Babilonia" menée en Irak et dans l'opération "ISAF" en Afghanistan,

C'est dans ce cadre que s'insère l'initiative OTAN de la NRF - NATO *Response Force*, dont les opérations envisagées, en vue de l'engagement, peuvent idéalement se situer en une sorte de "zone de superposition" comprise entre les opérations de soutien de la paix et les opérations de haute intensité.

Dans cette "zone de transition", la limite entre guerre et opérations de soutien de la paix (OSP) est indéterminée. Voilà pourquoi, même dans des scénarios en cours de stabilisation, il faut engager, à côté d'un nombre important d'unités combattantes, au sein desquelles trouvent leur place les forces pour les opérations spéciales (FOS) et les unités d'infanterie légère entraînées à la lutte contre-guérilla et contre-terrorisme, des forces spécialisées de l'armée de terre et des unités du type gendarmerie ou MSU comme l'ont démontré les opérations Licorne en Côte d'Ivoire et en Haïti où la France a appliqué ces concepts de façon rentable.

Parmi les forces spécialisées de l'Armée de terre agissant à côté des FOS et des unités d'infanterie légère dans la répression de la guérilla et du terrorisme "organisé militairement", sont comprises les unités chargées de mener l'activité de renseignement (Guerre électronique, surveillance, HUMINT de niveau tactique), celles de défense NBC, les cellules NEDEX pour la neutralisation, l'enlèvement et la destruction des explosifs, les unités PSYOPS et ACM.

Par ailleurs, les récentes attaques terroristes contre la population civile et contre les dispositifs et installations des contingents militaires en Irak et en Afghanistan, montrent que le terrorisme exploite à son profit les installations urbaines pour provoquer non seulement des effets dévas-



L'Armée de terre italienne est multiple, et concerne en premier lieu l'entraînement, avec des cycles spécifiques visant à l'acquisition de l'aptitude à opérer dans des contextes asymétriques et dans toutes les dimensions de la zone urbanisée, y compris les passages souterrains.

tateurs sur la population civile, mais aussi d'importantes répercussions sur les plans militaire, politique et économique. Dans cette perspective, il faut accroître et qualifier davantage les composantes aptes à faire face et neutraliser la menace asymétrique et terroriste dans tous les environnements, y compris la zone urbaine. Les initiatives entreprises en ce sens par



*En conclusion, l'évolution des scénarios opérationnels a imposé à l'Armée de terre italienne de réorganiser la presque totalité de ses composantes opérationnelles, sous le signe de la qualité. On est passé d'un effectif de presque 290.000 personnels en 1991 aux 115.000 d'aujourd'hui, et l'objectif visé est d'arriver, en 2006, à 112.000 hommes et femmes. Une réduction de 60% par rapport à il y a 15 ans.*

*Grâce à ce processus de rationalisation, l'Armée de terre est aujourd'hui en mesure de mettre en œuvre la presque totalité des unités (combattantes et spécialisées) nécessaires pour faire face de manière satisfaisante aux besoins associés aux opérations de stabilisation et reconstruction, en les complétant avec les capacités offertes par d'autres composantes de l'outil militaire, en fonction de la mission à remplir et des caractéristiques de l'environnement opérationnel.*

*Il s'agit, en pratique, d'un ensemble unique de forces à l'intérieur duquel les synergies sur le terrain parmi les différentes composantes découlent de l'emploi équilibré et fonctionnel de leurs capacités opérationnelles et spécificités respectives, atteintes suite à un entraînement, une formation et une organisation structurelle conçues ad hoc.*

*Le processus d'optimisation et de perfectionnement des capacités n'a pas encore été achevé.*

*Sur le plan organisationnel, on envisage le renforcement du réservoir des FOS (Forces pour les opérations spéciales), le complèment du réservoir ISTAR-GE, dans le cadre général des capacités associées au renseignement tactique, notamment au profit des unités destinées à la surveillance et à la recherche du renseignement, y compris le HUMINT.*

*On envisage également la mise sur pied d'un ensemble de forces médianes particulièrement aptes à opérer dans des environnements complexes, grâce à leurs caractéristiques de mobilité, protection et puissance de feu.*

*Evidemment, le processus de renforcement vise à l'acquisition d'un niveau élevé d'interopérabilité, orientée vers l'interarmées et le multinational. Il s'agit maintenant d'aller de l'avant sur la voie entreprise, afin de fournir des réponses rapides et efficaces en fonction des missions envisageables.*